



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi



COUR DES COMPTES



**DECLARATION GENERALE
DE CONFORMITE
GESTION 2013**

Décembre 2014

DELIBERE

La présente déclaration générale de conformité a été établie en application de l'alinéa premier de l'article 40 du décret n°2013-1449 du 13 novembre 2013 fixant les modalités d'application de la loi organique n° 2012-23 du 27 décembre 2012 sur la Cour des comptes en vertu duquel «la Cour des comptes contrôle l'exécution des lois de finances en établissant un rapport sur le projet de loi de règlement et une déclaration générale de conformité, en vue de permettre au Parlement d'apprécier l'action du Gouvernement en matière de gestion des opérations financières de l'Etat.

La déclaration générale de conformité, également annexée au projet de loi de règlement est établi au vu des comptes de gestion des comptables de l'Etat, du Compte Général de l'Administration des Finances et du comptes administratif de l'ordonnateur ».

Elle a été arrêtée, après délibération, par la formation des Chambres réunies en sa séance du 29 décembre 2014, conformément aux dispositions des articles 7, 14, 15, 16 et 45 du texte précité.

Ont siégé :

Messieurs :

Mamadou Hady Sarr, premier président ;
Abdou Madjid Gueye ; président de chambre ;
Oumar Ndiaye, président de chambre ;
Hamidou Agne, président de chambre ;
Joseph Ndour, président de chambre ;
Mamadou Faye, président de chambre ;
Sabara Diop, conseiller maître ;
Mamadou Thiao, conseiller référendaire ;
Cheikh Lèye, conseiller ;
Mamadou Lamine Konaté, Conseiller ;
Arfang Sana Dabo, conseiller référendaire, rapporteur ;

Etaient présents M. **Boubacar Bâ**, premier avocat général, représentant le Procureur général ;

et Maître **Ahmadou Moustapha Mboup**, greffier en chef.

CHAPITRE I : FONDEMENTS JURIDIQUES ET CONDITIONS GENERALES DE LA DECLARATION DE CONFORMITE

I. Fondements juridiques

La présente déclaration générale de conformité est établie en application de :

- la Constitution du 22 janvier 2001 modifiée qui dispose, en son article 68 : « la Cour des comptes assiste le Président de la République, le Gouvernement et le Parlement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances » ;

- la Directive n°05/97/CM/UEMOA du 19 décembre 1997 relative aux lois de finances qui prévoit, en son article 37 que « Le projet de loi de règlement est accompagné (...) d'un rapport de la Cour des comptes et de la déclaration générale de conformité entre les comptes individuels des comptables et la comptabilité du ministre chargé des Finances » ;

- la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001, modifiée par la loi organique n° 2007-29 du 10 décembre 2007 qui dispose, en son article 37 : « Le projet de loi de règlement est accompagné (...) d'un rapport de la Cour des Comptes et de la déclaration générale de conformité entre les comptes de gestion des comptables de l'Etat et le Compte Général de l'Administration des Finances » ;

- la loi organique n°2012-23 du 27 décembre 2012 abrogeant et remplaçant la loi organique n°99-70 du 17 février 1999 sur la Cour des comptes qui dispose, en ses articles 2 et 26, que la Cour des comptes assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances ;

- le décret n°2013-1449 du 13 novembre 2013 fixant les modalités d'application de la loi organique n°2012-23 du 27 décembre 2012 abrogeant et remplaçant la loi organique n°99-70 du 17 février 1999 sur la Cour des comptes, notamment en son article 39, aux termes duquel, « la déclaration générale de conformité doit être jointe au projet de loi de règlement de l'année concernée ».

II. Conditions générales de déclaration de conformité

La déclaration générale de conformité est soumise à des conditions de forme et de fond.

Sur la forme, la condition à remplir est la production à la Cour, dans les formes et délais prescrits par les lois et règlements, des comptes individuels de gestion des comptables principaux de l'Etat et du CGAF.

Quant au fond, la condition requise est la concordance entre les montants inscrits dans les comptes des comptables principaux de l'Etat et la comptabilité de l'ordonnateur. En cas de discordances, celles-ci doivent être expliquées par les services compétents du ministère de l'Economie et des Finances et du Plan.

CHAPITRE II : OBSERVATIONS SUR LES COMPTES DE LA GESTION 2013

2.1. Observations sur la forme

Sur le délai, l'article 62 de la loi n°2011-15 du 08 juillet 2011 portant loi organique relative aux lois de finances, dispose que « le projet de loi de règlement est déposé sur le bureau du Parlement et distribué au plus tard le jour de l'ouverture de la session ordinaire de l'année suivant celle de l'exécution du budget auquel il se rapporte ».

En l'espèce, la Cour relève que le Ministère de l'Economie et des Finances lui a transmis le projet de loi de règlement (PLR) et le compte général de l'administration des Finances (CGAF) le 30 juin 2014.

Sur les documents à produire à la Cour, l'article 3 de la loi organique n° 2007-29 du 10 décembre 2007 modifiant l'article 37 de la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001 prévoit que « Le projet de loi de règlement est accompagné (...) d'un rapport de la Cour des Comptes et de la déclaration générale de conformité entre les comptes de gestion des comptables de l'Etat et le Compte général de l'Administration des Finances ».

En application de cette disposition, le MEFP a transmis à la Cour les comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat et le CGAF.

La Cour observe que la prescription de l'UEMOA résultant des dispositions de l'article 37 de sa directive n°05/97/CM/UEMOA relative aux lois de finances fondement de la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001 applicable aux faits de la cause n'est pas satisfaite par la loi organique n° 2007-29 du 10 décembre 2007.

En effet, aux termes des dispositions de l'article 37 de la directive précitée, la Cour doit produire une « déclaration générale de conformité entre les comptes individuels des comptables et la comptabilité du ministre chargé des Finances ».

En outre, la Cour rappelle que le Compte général de l'Administration des Finances n'est qu'un compte de centralisation des comptes des comptables principaux du Trésor. Dès lors, il ne peut tenir lieu de document retraçant la comptabilité administrative du ministre chargé des Finances.

En effet, en vertu du principe de la séparation des comptables et des ordonnateurs, les opérations de ces deux agents d'exécution doivent être retracées dans deux documents différents, à savoir les comptes de gestion pour les comptables principaux et le compte administratif pour l'ordonnateur.

Un simple rapprochement entre les comptes individuels des comptables principaux et le CGAF rendrait sans objet la déclaration générale de conformité.

2.2. Observations sur le fond

Les rapprochements ou vérifications à faire préalablement à la déclaration générale de conformité, en l'absence d'un compte administratif, sont les suivants :

- rapprochement entre la balance générale de sortie des comptes consolidés à la clôture de l'année 2012 et la balance générale d'entrée des comptes consolidés à l'ouverture de l'année 2013 du compte général de l'administration des Finances ;
- rapprochement entre les comptes individuels des comptables principaux de l'Etat et la balance générale des comptes consolidés du compte général de l'administration des Finances à la clôture.

2.2.1. Rapprochement entre la balance générale de sortie à la clôture de la gestion 2012 et la balance générale d'entrée à l'ouverture de la gestion 2013 du CGAF

a. / Vérification de l'exactitude des montants inscrits en débit et en crédit du CGAF

Le pointage effectué par la Cour donne des soldes différents de ceux arrêtés par la balance générale des comptes du CGAF, aussi bien pour la balance de sortie 2012 que pour la balance d'entrée 2013.

Ces différences sont retracées dans le tableau n°1 qui suit :

Tableau n°1 : Différences entre montants obtenus par pointage et montants du CGAF

En francs CFA

	Solde au 31 décembre 2012		Solde au 1er janvier 2013	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Pointage	13 212 389 946 596	13 212 389 946 596	10 354 576 276 775	10 354 576 276 775
CGAF	13 221 444 328 154	13 221 444 328 154	10 363 656 796 538	10 363 656 796 538
Différences	9 054 381 558	9 054 381 558	9 080 519 763	9 080 519 763

A la balance de sortie 2012, le CGAF arrête le montant global à **13 221 444 328 154 F CFA** en débit et crédit. Or, le pointage des comptes donne un montant global de **13 212 389 946 596 F CFA** en débit et en crédit, d'où un écart de **9 054 381 558 de F CFA** qui résulte du report de montant à la fois en débit et en crédit des comptes **361** et **368** alors que leur solde créditeur donne des montants respectifs de **17 547 300 110 F CFA** et de **80 473 773 674 F CFA**.

A la balance d'entrée 2013, le CGAF arrête le montant global des débits et des crédits à **10 363 656 796 538 francs**. Or, le pointage des comptes donne un montant global de **10 354 576 276 775 F CFA** au débit et au crédit, soit un écart de **9 080 519 763 F CFA** qui résulte toujours du report de montant à la fois en débit et en crédit des comptes **361** et **368** alors que leur solde créditeur donne des montants respectifs de **17 547 300 110** et de **79 175 787 810 F CFA**.

b. / Discordances constatées entre balance de sortie 2012 et balance d'entrée 2013

Sur la base des soldes par compte, la Cour constate des discordances en rapprochant la balance générale de sortie à la clôture de la gestion 2012 et la balance générale d'entrée de la gestion 2013 du CGAF.

Le tableau n°2 ci-après établit les totaux par classe de comptes :

Tableau n°2 : Rapprochement entre balance de sortie 2012 et balance d'entrée 2013

En francs CFA

Classe	2012		2013		Différences	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1	-	42 023 425 721	-	42 023 425 721	-	-
3	10 916 217 106 532	10 978 361 909 897	9 221 689 669 965	8 853 416 627 269	1 694 527 436 567	2 124 945 282 628
4	298 360 719 556	1 161 187 752 071	585 143 361 072	1 247 034 870 377	- 286 782 641 516	- 85 847 118 306
5	487 887 252 328	966 804 298 678	483 548 847 787	162 426 604 105	4 338 404 541	804 377 694 573
8	-	5 350 280	58 902 249 297	-	- 58 902 249 297	5 350 280
9	1 509 924 868 180	64 007 209 949	5 292 148 654	49 674 749 303	1 504 632 719 526	14 332 460 646
Total	13 212 389 946 596	13 212 389 946 596	10 354 576 276 775	10 354 576 276 775	2 857 813 669 821	2 857 813 669 821

Source : CGAF 2012 et 2013

Par rapport aux soldes obtenus à la clôture de 2012, la Cour constate une différence nette de **2 857 813 669 821 F CFA** en balance d'entrée de 2013. Les différences sont notées dans les comptes des classes 3, 4, 5, 8 et 9.

La situation détaillée des comptes concernés par ces différences de report entre la balance de sortie 2012 et la balance d'entrée 2013 figure à l'annexe n°1 de la présente déclaration.

La Cour a demandé au MEFP de justifier les écarts constatés entre les montants totaux inscrits à la balance de sortie 2012 et ceux inscrits à la balance d'entrée 2013.

En réponse, le MEFP soutient que ces situations sont récurrentes depuis la mise en exploitation du report automatique des soldes. Des améliorations sont nécessaires sur ce point. Toutefois, cette situation n'entame pas les opérations de l'année.

La Cour rappelle que les montants totaux inscrits en balance d'entrée 2013 doivent concorder avec ceux de la balance de sortie 2012. Les opérations de régularisations invoquées par le MEFP pour justifier les différences constatées devraient être passées avant la transmission des comptes pour la centralisation.

c. / Autres constatations découlant de l'examen des comptes de 2013

L'examen de la balance de sortie 2012 et celle d'entrée 2013 révèle que les soldes des comptes figurant à l'annexe 2, ne sont pas reportés en balance d'ouverture 2013.

Par ailleurs, des comptes listés à l'annexe 3, ont été ouverts en 2013 alors qu'ils n'existaient pas dans la balance de 2012.

La Cour a demandé au MEF de justifier, d'une part, les soldes portés en balance de sortie 2012 et non reportés en balance d'ouverture 2013 et, d'autre part, les soldes portés en balance d'ouverture 2013 alors qu'ils n'existaient pas dans la balance de sortie 2012.

En réponse, le MEFP soutient, comme dans l'observation précédente, que ces situations sont récurrentes depuis la mise en exploitation du report automatique des soldes. Des améliorations sont nécessaires sur ce point. Toutefois, cette situation n'entame pas les opérations de l'année. D'ailleurs, le compte 800 concerné également par l'observation est paramétré comme un compte pivot de report qui doit se solder si tout le traitement s'exécute normalement ; ce qui n'est malheureusement pas le cas sur certains comptes.

La Cour fait remarquer que le compte 800, paramétré comme un compte pivot selon le MEFP, n'a pas enregistré de mouvement dans les opérations de l'année de la balance consolidée de 2013.

2.2.2 Rapprochement entre les comptes individuels des comptables principaux de l'Etat et le Compte général de l'Administration des Finances à la clôture de la gestion 2013

Le rapprochement du compte général de l'administration des Finances et des comptes individuels des comptables principaux de l'Etat donne lieu aux constatations suivantes :

A/ Budget général

Les résultats d'exécution du budget général retracés dans la balance générale consolidée et les comptes individuels des comptables se présentent comme suit :

Tableau n°03: Rapprochement entre le CGAF et les comptes des comptables principaux de l'Etat/Budget général

<i>En francs CFA</i>				
Comptes	Libellés	CGAF	Comptables publics principaux	Différences
RECETTES				
91	Total Recettes du budget général	2 041 066 335 239	2 041 066 335 239	-
DEPENSES				
90.01	Dette Publique	362 826 480 663	362 826 480 663	-
90.02	Dépenses de personnel	460 936 810 031	460 936 810 031	-
90.03	Dépenses de matériel	654 606 130 643	654 606 130 643	-
90.04	Dépenses d'Investissement	477 580 189 087	477 580 189 087	-
90	Total Dépenses du budget général	1 955 949 610 424	1 955 949 610 424	-

Source : CGAF, Comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat

Pour les opérations du budget général, aussi bien pour le Compte général de l'Administration des Finances que pour les comptes individuels de gestion rendus par les comptables principaux de l'Etat, le montant des recettes s'élève à **2 041 066 335 239 F CFA** et celui des dépenses à **1 955 949 610 424 F CFA**.

En conséquence, la Cour constate qu'en ce qui concerne le budget général, les résultats du Compte général de l'Administration des Finances et des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat sont concordants.

B/ Comptes spéciaux du Trésor

Les résultats d'exécution des comptes spéciaux du Trésor retracés dans les deux documents se présentent conformément au tableau n°4 qui suit :

Tableau n° 4 : Rapprochement entre le CGAF et les comptes des comptables principaux de l'Etat/CST

<i>En francs</i>				
Comptes	Libellés	CGAF	Comptables publics principaux	Différences
96.101 à 96.701	Recettes	71 315 863 841	71 315 863 841	-
	Dépenses	85 686 584 109	85 686 584 109	-

Source : CGAF, Comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat

Concernant les comptes spéciaux du Trésor, le montant des recettes figurant au CGAF est égal à celui retracé dans les comptes des comptables principaux de l'Etat et s'établit à **71 315 863 841 F CFA**.

Le montant total des dépenses inscrit au CGAF est le même que celui résultant de l'agrégation des comptes des comptables principaux de l'Etat qui est de **85 686 584 109 F CFA**.

En conséquence, la Cour constate qu'en ce qui concerne les CST, les montants du Compte général de l'Administration des Finances et des comptes des comptables principaux de l'Etat sont concordants.

Au total, pour les opérations du budget général et celles des comptes spéciaux du Trésor, les soldes de la balance au 31 décembre 2013 ressortent respectivement à :

- 70 746 004 547 FCFA au niveau de la centralisation des comptes de gestion individuels des comptables principaux de l'Etat ;
- 70 746 004 547 FCFA au niveau du Compte général de l'Administration des Finances.

En définitive, les montants figurant dans les comptes de gestion individuels des comptables principaux de l'Etat et ceux obtenus après centralisation au CGAF sont concordants.

2.2.3 Transferts au compte permanent des découverts du Trésor

Les transferts au compte permanent des découverts du Trésor proposés dans le projet de loi de règlement à l'article **13**, conformément aux montants arrêtés aux articles **10,11** et **12** du PLR, sont détaillés dans la partie du rapport sur l'exécution de la loi de finances 2013 consacrée aux résultats généraux.

Ainsi :

- l'excédent des recettes sur les dépenses du budget général établi à 85 116 724 815 francs dans le PLR est conforme au montant figurant dans le CGAF ;
- le solde créditeur des comptes spéciaux du Trésor non reporté en 2013 est établi à 394 985 599 francs. Il est conforme à celui du CGAF ;
- le montant des pertes nettes sur opérations de trésorerie arrêté à Zéro (0) francs est confirmé par le CGAF.

En conséquence, la Cour,

DECLARE CE QUI SUIT :

- Le CGAF ne peut tenir lieu de comptabilité de l'ordonnateur.
- Le simple rapprochement entre les comptes individuels des comptables principaux et le CGAF rend sans objet la déclaration générale de conformité.
- La balance générale de sortie de 2012 n'est pas exactement reprise en balance d'entrée de 2013. L'écart constaté en débit et crédit entre la gestion 2012 et celle de 2013 est de **2 857 813 669 821 francs**.
- Concernant les opérations du budget général, le Compte général de l'Administration des Finances pour la gestion 2013 concorde avec les comptes individuels de gestion rendus par les comptables principaux de l'Etat pour la même gestion.
- S'agissant des opérations des comptes spéciaux du Trésor, les montants des opérations retracées dans les comptes individuels des comptables principaux de l'Etat sont identiques à ceux du Compte général de l'Administration des Finances.
- Les soldes des comptes mentionnés aux articles **10, 11 et 12** du projet de loi de règlement dont le transfert au compte permanent des découverts du Trésor est proposé à l'article **13** dudit projet de loi, concordent avec ceux qui apparaissent au développement des comptes du Compte général de l'Administration des Finances.

Annexe n°1 : Liste des comptes présentant des différences de report entre la balance de sortie de 2012 et la balance d'entrée de 2013

V

COMPTE	LIBELLE	BALANCE DE SORTIE 2012		BALANCE D'ENTREE 2013		ECARTS	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
368	DIV SERV NON PERSON	-	80 473 773 674	-	79 175 787 810	-	1 297 985 864
391.11.19	TRANSFERT DE RECETTES C.L. /RGT	-	3 724 757 475	-	-	-	3 724 757 475
391.11.22	TRANSFERT DE RECETTES C.L. KOL	-	1 985 124 202	-	-	-	1 985 124 202
391.11.26	TRANSFERT DE RECETTES C.L. ZIG	-	1 383 911 068	-	-	-	1 383 911 068
391.11.32	TRANSFERT DE RECETTES C.L. DBL	-	1 361 800 431	-	-	-	1 361 800 431
391.11.40	TRANSFERT DE RECETTES C.L. S.L	-	2 718 485 996	-	-	-	2 718 485 996
391.11.53	TRANSFERT DE RECETTES C.L. TAM	-	1 773 394 980	-	-	-	1 773 394 980
391.11.61	TRANSFERT DE RECETTES C.L. FTK	-	1 249 899 931	-	-	-	1 249 899 931
391.11.65	TRANSFERT DE RECETTES C.L. KL	-	2 343 752 356	-	-	-	2 343 752 356
391.11.72	TRANSFERT DE RECETTES C.L. TH	-	2 270 110 539	-	-	-	2 270 110 539
391.11.80	TRANSFERT DE RECETTES C.L. LG	-	1 438 436 755	-	-	-	1 438 436 755
391.30.10	TRANSFERT DEPENSES A LA TG	-	1 593 501 332	-	-	-	1 593 501 332
391.30.61	TRANSFERT DEPENSES A FATICK	-	20 000 000	-	-	-	20 000 000
391.30.65	TRANSFERT DEPENSES A KAOLACK	-	29 236 200	-	-	-	29 236 200
391.30.90	TRANSFERT DEPENSES A LA PGT	-	33 341 137 712	-	-	-	33 341 137 712
391.31.10	TRANSFERT RECETTES A LA TG	-	479 472 042 539	-	-	-	479 472 042 539
391.31.19	TRANSFERT RECETTES A LA RGT	-	73 820 578 408	-	-	-	73 820 578 408
391.31.22	TRANSFERT RECETTES A KOLDA	-	1 253 889 539	-	-	-	1 253 889 539
391.31.26	TRANSFERT RECETTES A ZIGUINCHO	-	3 509 439 799	-	-	-	3 509 439 799
391.31.32	TRANSFERT RECETTES A DIOURBEL	-	3 972 831 702	-	-	-	3 972 831 702
391.31.40	TRANSFERT RECETTES A ST.LOUIS	-	12 428 591 290	-	-	-	12 428 591 290
391.31.53	TRANSFERT RECETTES A TAMBA	-	1 125 382 706	-	-	-	1 125 382 706
391.31.61	TRANSFERT RECETTES A FATICK	-	648 423 079	-	-	-	648 423 079
391.31.65	TRANSFERT RECETTES A KAOLACK	-	2 056 441 769	-	-	-	2 056 441 769
391.31.72	TRANSFERT RECETTES A THIES	-	6 191 357 263	-	-	-	6 191 357 263

391.31.80	TRANSFERT RECETTES A LOUGA	-	1 168 472 029	-	-	-	1 168 472 029
391.31.90	TRANSFERT RECETTES LA PGT	26 019 358 886	-	-	-	26 019 358 886	-
395.01	TRANSFERT BONS DE CAISSE	-	661 255 311	-	-	-	661 255 311
395.02	TRANSFERT BONS DE PENSION	-	11 499 890 781	-	-	-	11 499 890 781
395.04	TRANSF PENS ALIM/DELEG SOLDE	-	622 904 071	-	-	-	622 904 071
395.05	TRANSF FOND COMMUN/FOND EQUIPT	-	505 400	-	-	-	505 400
396.90	CONTREPARTIE DES B.E. DES C.C.	9 802 825 383 579	-	8 145 126 554 943	-	1 657 698 828 636	-
396.91	CONTREPARTIE/BE ANTER A 2003	149 345 803 400	-	149 345 713 400	-	90 000	-
396.92	CONTREPARTIE DES B.E DES C.N.C	688 197 712 931	-	689 761 870 877	-	- 1 564 157 946	-
396.93	CENT A L'ACCT/CLAS 9 DES C.C	-	9 858 593 364 491	-	8 424 852 767 516	-	1 433 740 596 975
396.94	REGROUPEMENT COMPTES 395	220 556 887 205	-	208 183 570 214	-	12 373 316 991	-
396.95	CONTREPARTIE BE POSTE ETRANGER	-	36 792 113 288	-	293 885 303	-	36 498 227 985
398.111	I.D- CREANCES SUR ANNEE CO	-	1 064 775 330	-	-	-	1 064 775 330
398.111.19.02	CREANCE ID.AC/CSF DK PLATEAU 2	-	4 136 200 817	-	-	-	4 136 200 817
398.111.19.26	CREANCES ID/AC / C.M.E	-	357 215 621	-	-	-	357 215 621
398.111.19.20	CREANCES ID.AC/ CSF NGOR ALMAD	-	2 752 478 097	-	-	-	2 752 478 097
398.111.19.18	CREANCES ID.AC/ C.G.E	-	21 248 042 267	-	-	-	21 248 042 267
398.111.19.14	CREANCES ID.AC/ CSF PARCELLES	-	1 493 856 455	-	-	-	1 493 856 455
398.111.19.13	CREANCE ID.AC/ CSF GRAND DAKAR	-	1 609 980 541	-	-	-	1 609 980 541
398.111.19.11	CREANCE ID.AC/ CSF PIK/GUEDIA	-	1 212 437 868	-	-	-	1 212 437 868
398.111.19.09	CREANCES ID.AC/ CSF RUFISQUE	-	156 667 139	-	-	-	156 667 139
398.111.19.08	CREANCES ID.AC/ CSF DK LIBERTE	-	2 887 462 162	-	-	-	2 887 462 162
398.111.19.04	CREANCE ID.AC/CSF DK PLATEAU 1	-	2 104 568 213	-	-	-	2 104 568 213
398.111.19.06	CREANCES ID.AC/ CSF MEDINA	-	486 786 592	-	-	-	486 786 592
398.111.19.05	CREANCE ID.AC/ PROFES. LIBERAL	-	2 453 306 825	-	-	-	2 453 306 825
398.113	I.D-CREANCES SUR ANNEES ANTER	-	114 717 788 217	-	116 039 646 406	-	- 1 321 858 189
398.113.19.02	CREANCE ID.AA/CSF DK PLATEAU 2	-	687 042 529	-	4 823 243 346	-	- 4 136 200 817
398.113.19.06	CREANCE ID.AA/CSF MEDINA	-	253 382 569	-	740 169 161	-	- 486 786 592
398.113.19.09	CREANCE ID.AA/CSF RUFISQUE	-	82 011 690	-	238 678 829	-	- 156 667 139

398.113.19.13	CREANCE ID.AA/CSF GRAND DAKAR	-	1 222 037 458	-	2 832 017 999	-	- 1 609 980 541
398.113.19.26	CREANCE ID.AA/CME			-	357 215 621	-	- 357 215 621
398.113.19.20	CREANCE ID.AA/CSF NGOR ALMADIE	-	879 723 505	-	3 632 201 602	-	- 2 752 478 097
398.113.19.18	CREANCE ID.AA/ C.G.E	-	1 302 522 375	-	22 550 564 642	-	- 21 248 042 267
398.113.19.14	CREANCE ID.AA/CSF PARCELLES AS	-	255 332 757		1 749 189 212	-	- 1 493 856 455
398.113.19.11	CREANCE ID.AA/CSF PIK/GUEDIAWA	-	1 310 726 253	-	2 523 164 121	-	- 1 212 437 868
398.113.19.08	CREANCE ID.AA/CSF DK LIBERTE	-	12 967 304	-	2 900 429 466	-	- 2 887 462 162
398.113.19.05	CREANCE ID.AA/ PROFES. LIBERAL	-	1 794 161 266	-	4 247 468 091	-	- 2 453 306 825
398.113.19.04	CREANCE ID.AA/CSF DK PLATEAU 1	-	2 639 001 137	-	4 743 569 350	-	- 2 104 568 213
400.11	DEPENSES PAYEES PAR OD-FONCTIO	-	16 676 256 397	-	-	-	16 676 256 397
400.21	DEPENSES PAYEES PAR OD-INVESTI	-	1 427 490 691	-	-	-	1 427 490 691
401.12	BONS DE CAISSE - SALAIRES	-	13 185 301 180	-	-	-	13 185 301 180
401.19	BONS DE CAIS DIVERS CREANCIERS	-	2 265 491 284	-	-	-	2 265 491 284
401.32	BONS DE CAISSE PENSIONS	-	1 384 502 446	-	-	-	1 384 502 446
402.11	VIREMENTS FOURNISSEURS	-	11 023 067 681	-	-	-	11 023 067 681
402.12	VIREMENTS SALAIRES	-	12 477 974 625	-	-	-	12 477 974 625
402.13.01	RET POUR COMPTE DE L'IPRES	-	847 227 312	-	-	-	847 227 312
402.21	VIREMENTS FOURNISSEURS	-	31 599 051 738	-	-	-	31 599 051 738
402.31	VIREMENTS FOURNISSEURS	-	62 515 539	-	-	-	62 515 539
402.32	VIREMENTS - PENSIONS	-	7 950 809 577	-	-	-	7 950 809 577
402.34	VIREMENTS - TRANSFERTS	-	258 100 559	-	-	-	258 100 559
403.9	CHEQ DESTINES AUTRE CREANCIER	-	191 016 950	-	-	-	191 016 950
407.11	PENSIONS ALIMENTAIRES	-	76 409 954	-	-	-	76 409 954
407.14	RET-PAIEMT SUITE SAISIE ARRET	-	175 929 700	-	-	-	175 929 700
407.3	PRECPTE TVA-MARCH ET FACTURES	-	350 038 814	-	-	-	350 038 814
407.500	RETENUE ASSURANCE-VIE	-	148 559 257	-	-	-	148 559 257
407.501	RETENU MUTUELS/PERSONNEL CIVIL	-	459 421 143	-	-	-	459 421 143
407.504	RETENUES DIVERSES	-	336 110 556	-	-	-	336 110 556
407.505	DELEGATION SOLDE-BONS CAISSE	-	926 123 381	-	-	-	926 123 381

407.506	DELEGATION SOLDE - VIREMENTS	-	3 507 927	-	-	-	3 507 927
407.507	RETENUE CERCLE ET MESS	-	114 440 792	-	-	-	114 440 792
407.9	AUTRES RETENUES OP DIVERSES	-	503 731 927	-	-	-	503 731 927
408.21	AVANCES TABASKI	-	-	-	593 184 728	-	- 593 184 728
409.9	AVANCE TRESORERIE/SAL-PENSION			524 435 884	-	- 524 435 884	-
411.111	IMPOTS DIRECTS- ANNEE COURANTE	1 064 775 330	-	-	-	1 064 775 330	-
411.111.19.02	REDEVABLE ID.AC/ CSF DK PLAT 2	4 136 200 817	-	-	-	4 136 200 817	-
411.111.19.06	REDEVABLE ID.AC/ CSF MEDINA	486 786 592	-	-	-	486 786 592	-
411.111.19.08	REDEVABLE ID.AC/CSF DK LIBERTE	2 887 462 162	-	-	-	2 887 462 162	-
411.111.19.05	REDEVABLE ID.AC/PROF. LIBERALE	2 453 306 825	-	-	-	2 453 306 825	-
411.111.19.04	REDEVABLE ID.AC/ CSF DK PLAT 1	2 104 568 213	-	-	-	2 104 568 213	-
411.111.19.09	REDEVABLE ID.AC/ CSF RUFISQUE	156 667 139	-	-	-	156 667 139	-
411.111.19.13	REDEVABLE ID.AC/ CSF GRAND DAK	1 609 980 541	-	-	-	1 609 980 541	-
411.111.19.26	REDEVABLES ID/AC / C.M.E	357 215 621	-	-	-	357 215 621	-
411.111.19.20	REDEVABLE ID.AC/ CSF NGOR ALMA	2 752 478 097	-	-	-	2 752 478 097	-
411.111.19.18	REDEVABLE ID.AC/ C.G.E	21 248 042 267	-	-	-	21 248 042 267	-
411.111.19.14	REDEVABLE ID.AC/ CSF PARCELLES	1 493 856 455	-	-	-	1 493 856 455	-
411.111.19.11	REDEVABLE ID.AC/ CSF PIK/GUEDI	1 212 437 868	-	-	-	1 212 437 868	-
411.113	IMPOTS DIRECTS- AN ANTERIEURES	114 717 788 217	-	116 039 646 406	-	- 1 321 858 189	-
411.113.19.02	REDEVABLE ID.AA/CSF DK PLAT 2	687 042 529	-	4 823 243 346	-	- 4 136 200 817	-
411.113.19.06	REDEVABLE ID.AA/CSF MEDINA	253 382 569	-	740 169 161	-	- 486 786 592	-
411.113.19.20	REDEVABLE ID.AA/CSF NGOR ALMAD	879 723 505	-	3 632 201 602	-	- 2 752 478 097	-
411.113.19.18	REDEVABLE ID.AA/ C.G.E	1 302 522 375	-	22 550 564 642	-	- 21 248 042 267	-
411.113.19.14	REDEVABLE ID.AA/CSF PARCELLES	255 332 757	-	1 493 856 455	-	- 1 238 523 698	-
411.113.19.13	REDEVABLE ID.AA/CSF GRAND DAK	1 222 037 458	-	1 609 980 541	-	- 387 943 083	-
411.113.19.11	REDEVABLE ID.AA/CSF PIK/GUEDIA	1 310 726 253	-	2 523 164 121	-	- 1 212 437 868	-
411.113.19.09	REDEVABLE ID.AA/CSF RUFISQUE	82 011 690	-	238 678 829	-	- 156 667 139	-
411.113.19.26	REDEVABLE ID.AA/CME			357 215 621	-	- 357 215 621	-
411.113.19.08	REDEVABLE ID.AA/CSF DK LIBERTE	12 967 304	-	2 900 429 466	-	- 2 887 462 162	-

411.113.19.05	REDEVABLE ID.AA/PROF. LIBERALE	1 794 161 266	-	4 247 468 091	-	- 2 453 306 825	-
411.113.19.04	REDEVABLE ID.AA/CSF DK PLAT 1	2 639 001 137	-	4 743 569 350	-	- 2 104 568 213	-
421.001	A.A.T.R-AG.AUT.TRANSPORT ROUT.	-	62 829 589 223	-	62 960 149 672	-	- 130 560 449
421.013.2	FERA-TAXE USAGE DE LA ROUTE	-	3 530 730 496	-	3 608 356 302	-	- 77 625 806
421.015	PAISD - PROG.APPUI SOLIDARITE	-	339 293 495	-	341 276 396	-	- 1 982 901
421.017	ASER AG.SENEG.ELEC.RURALE	-	3 167 174 830	-	3 253 006 412	-	- 85 831 582
421.018	PAPCREE PROJ. ACHEV. EDIFICES	-	9 806 005 623	-	9 812 220 009	-	- 6 214 386
421.019	AGENCE NATIONALE PLAN REVA-A.N	-	281 768 583	-	292 714 189	-	- 10 945 606
421.026	ANAMO/ AGENCE NAT MAISON OUTIL	-	64 841 082	-	67 986 665	-	- 3 145 583
421.029	FONDS SPECIAL DE SOUTIEN ENERG	-	41 069 222 714	-	41 075 290 582	-	- 6 067 868
421.042	AGENCE INFORMATIQUE ETAT/ ADIE	-	1 100 508 890	-	1 100 882 045	-	- 373 155
421.050	ANPECTP/ AGENCE PETITE ENFANCE	-	689 903 085	-	717 018 113	-	- 27 115 028
421.055	AGENCE CONS BAT ET EDIFICE PUB	-	10 123 255 689	-	10 137 079 114	-	- 13 823 425
422.002	ADM /PAC	-	6 589 691 770	-	6 623 177 721	-	- 33 485 951
422.006	SENEGALAISE DES EAUX	-	3 810 471 803	-	4 603 140 924	-	- 792 669 121
422.016	FRAIS INSCRIPTION OFFICE BAC	-	862 600 180	-	866 509 999	-	- 3 909 819
422.021	A.P.I.X	-	25 840 487 375	-	25 937 884 279	-	- 97 396 904
433.08.82	COMMUNES PERCEPTION LINGUERE	-	165 350 600	-	164 972 944	-	377 656
442.1.002	COUD- DAKAR	-	7 528 891 755	-	7 529 239 812	-	- 348 057
442.1.007	CNQP/CTRE NAT DE QUALIF PROF.	-	126 731 456	-	129 483 905	-	- 2 752 449
442.1.017	SAMU-ASSISTANCE MEDICALE D'URG	-	256 515	-	1 070 399	-	- 813 884
442.2.003	ONFP -OFFICE NAT FORM PROF	-	1 470 657 008	-	1 418 784 916	-	51 872 092
442.2.006	OFFICE LAC DE GUIERS	-	512 914 032	-	517 673 662	-	- 4 759 630
442.3.001	COSEC -CONSEIL NAT DES CHARG	-	838 678 661	-	927 383 631	-	- 88 704 970
442.4.004	HOPITAL ALBERT ROYER	-	363 134 230	-	384 538 070	-	- 21 403 840
442.4.018	PHARMACIE NAT. D'APPROV	-	7 402 919 845	-	7 509 642 624	-	- 106 722 779
445.002	C.S.S	-	4 500 737 949	-	4 588 460 049	-	- 87 722 100
470.111.1	DETTE INTERIEURE-AMORTISSEMENT	6 951 497 368	-	104 019 327 513	-	- 97 067 830 145	-
470.111.2	DETTE EXTERIEURE-AMORTISSEMENT	437 602 456	-	92 094 707 749	-	- 91 657 105 293	-

470.112.1	DETTE INTERIEURE-INTERETS	-	-	67 023 682 176	-	- 67 023 682 176	-
470.112.2	DETTE EXTERIEURE-INTERETS	19 026 332 785	-	51 219 293 288	-	- 32 192 960 503	-
471.91	CHEQUES BANCAIRES REJETES	29 503 137 389	-	29 493 343 986	-	9 793 403	-
471.99	DEPENSES EN INSTANCE D'IMP	29 985 276 079	-	29 965 276 079	-	20 000 000	-
475.12	TVA PRECOMPT/FACT ET MARCHES	-	271 757	-	536 377	-	- 264 620
475.18	REC. DIV.A IMPUT SS EMIS.PREAL	-	8 389 905 254	-	8 389 943 741	-	- 38 487
475.792.1	DGID-AM/PEN/TRANS/PERC R.T.I	19 093 072	-	-	-	19 093 072	-
475.792.2	AM/PEN/TRANS/PERC ENR ET TIMB.	223 181 704	-	-	-	223 181 704	-
475.98	MANDATS EN INSTANCE DE REGL	-	806 187 242	-	807 307 620	-	- 1 120 378
475.99	REC DIV EN INSTANCE D'IMP.	-	177 747 355 180	-	177 778 961 967	-	- 31 606 787
476.101	REC A IMPUT APRES VERIF	-	3 117 438 229	-	3 544 826 673	-	- 427 388 444
476.104	RGLMT DIFFERE MDT	-	4 595 622 096	-	6 099 801 295	-	- 1 504 179 199
477.1.19	A.P RECEVEURS DGID DAKAR	-	21 226 582	-	56 931 105 050	-	- 56 909 878 468
486.3.11	R.A.P GESTION PREC / 401	-	126 029 721 094	-	162 769 340 916	-	- 36 739 619 822
486.3.12	R.A.P GESTION PRECEDENTE / 402	-	20 089 001 532	-	81 477 220 733	-	- 61 388 219 201
486.3.13	R.A.P GESTION PRECEDENTE / 403	222 476 683	-	31 459 733	-	191 016 950	-
486.3.17	R.A.P GESTION PRECEDENTE / 407	-	2 398 401 406	-	31 470 655 323	-	- 29 072 253 917
486.3.21	R.A.P GESTION PRECED/ CRED C.C	-	1 808 121 550	-	1 878 439 690	-	- 70 318 140
512.103.0	COMPTE COURANT DU PGT - BCEAO	30 581 346 641	-	32 883 257 977	-	- 2 301 911 336	-
514.1	ACPDC/ BANQ. EN MONNAIE LOCAL	4 823 882 867	-	-	-	4 823 882 867	-
514.2	ACPDC/ BANQUE EN DEVISE	1 742 167 971	-	-	-	1 742 167 971	-
515.1	CPT BANCAIRE/C.C -BANQ COMMERC	4 716 673 432	-	4 736 466 835	-	- 19 793 403	-
529 1 101	CMPT TRES NUM PC ALGERIE AFR SUD	-	-	3 374 392	-	- 3 374 392	-
529 1 102	CMPT TRES NUM PC ALGERIE	-	-	5 621 476	-	- 5 621 476	-
529 1 103	CMPT TRES NUM PC BURKINA FASSO	-	-	100 793	-	- 100 793	-
529 1 104	CMPT TRES NUM PC CAPVERT	-	-	4 406 320	-	- 4 406 320	-
529 1 105	CMPT TRE NUM PC CONGO	-	-	1 635 560	-	- 1 635 560	-
529 1 106	CMPT TRE NUM PC COTE D IVOIRE	-	-	7 534 905	-	- 7 534 905	-
529 1 107	CMPT TRE NUM PC EGYPTTE	-	-	2 049 430	-	- 2 049 430	-

529 1 108	CMPTE TRE NUM PC ETHIOPIE	-	-	12 163 582	-	-	12 163 582	-
529 1 109	CMPTE TRE NUM PC GABON	-	-	3 475 000	-	-	3 475 000	-
529 1 110	CMPTE TRE NUM PC GAMBIE	-	-	1 652 189	-	-	1 652 189	-
529 1 111	CMPTE TRE NUM PC GHANA	-	-	6 233 882	-	-	6 233 882	-
529 1 111	CMPTE TRE NUM PC GUINEE	-	-	618 570	-	-	618 570	-
529 1 113	CMPTE TRE NUM PC GUINEE BISEAU	-	-	55 540	-	-	55 540	-
529 1 114	CMPTE TRE NUM PC KENYA	-	-	512 803	-	-	512 803	-
529 1 115	CMPTE TRE NUM PC LYBIE	-	-	2 754 505	-	-	2 754 505	-
529 1 116	CMPTE TRE NUM PC MALI	-	-	799 361	-	-	799 361	-
529 1 117	CMPTE TRE NUM PC MAROC	-	-	3 402 132	-	-	3 402 132	-
529 1 118	CMPTE TRE NUM PC MAURITANIE	-	-	1 312 894	-	-	1 312 894	-
529 1 119	CMPTE TRE NUM PC NIGERIA	-	-	3 759 540	-	-	3 759 540	-
529 1 120	CMPTE TRE NUM PC TOGO	-	-	173	-	-	173	-
529 1 121	CMPTE TRE NUM PC TUNISIE	-	-	773 414	-	-	773 414	-
529 1 122	CMPTE TRE NUM PC ZAMBIE	-	-	1 080 633	-	-	1 080 633	-
529 1 123	CMPTE TRE NUM PC CAMEROUN	-	-	5 814 301	-	-	5 814 301	-
529 1 201	CMPTE TRE NUM PC ALLEMAGNE	-	-	6 413 823	-	-	6 413 823	-
529 1 202	CMPTE TRE NUM PC ANGLETERRE	-	-	107 062	-	-	107 062	-
529 1 203	CMPTE TRE NUM PC BELGIQUE	-	-	2 998 569	-	-	2 998 569	-
529 1 204	CMPTE TRE NUM PC ESPAGNE	-	-	2 257 870	-	-	2 257 870	-
529 1 205	CMPTE TRE NUM PC FRANCE' PARIS	-	-	2 922 990	-	-	2 922 990	-
529 1 206	CMPTE TRE NUM PC FRANCE CONS GE	-	-	10 243 890	-	-	10 243 890	-
529 1 207	CMPTE TRE NUM PC ITALIE	-	-	104 605 553	-	-	104 605 553	-
529 1 208	CMPTE TRE NUM PC PORTUGAL	-	-	4 322 684	-	-	4 322 684	-
529 1 209	CMPTE TRE NUM PC RUSSIE	-	-	9 984 210	-	-	9 984 210	-
529 1 210	CMPTE TRE NUM PC SUISSE	-	-	1 158 577	-	-	1 158 577	-
529 1 211	CMPTE TRE NUM PC PAYS BAS	-	-	3 690 676	-	-	3 690 676	-
529 1 301	CMPTE TRE NUM PC ARABIE SAOUD RIA	-	-	1 356 922	-	-	1 356 922	-
529 1 302	CMPTE TRE NUM PC ARABE SAOUIDE DJIDA	-	-	729 546	-	-	729 546	-

529 1 303	CMPTE TRE NUM PC CHINE	-	-	1 179 239	-	- 1 179 239	-
529 1 304	CMPTE TRE NUM PC COREE DU SUD	-	-	40 048 103	-	- 40 048 103	-
529 1 305	CMPTE TRE NUM PC EMIRAT ARAB UNIES	-	-	23 459 327	-	- 23 459 327	-
529 1 306	CMPTE TRE NUM PC INDE	-	-	70 038	-	- 70 038	-
529 1 307	CMPTE TRE NUM PC JAPON	-	-	1 257 773	-	- 1 257 773	-
529 1 308	CMPTE TRE NUM PC KOWEIT	-	-	642 687	-	- 642 687	-
529 1 309	CMPTE TRE NUM PC MALAISIE	-	-	1 525 272	-	- 1 525 272	-
529 1 310	CMPTE TRE NUM PC QATAR	-	-	931 778	-	- 931 778	-
529 1 311	CMPTE TRE NUM PC TURQUIE	-	-	720 653	-	- 720 653	-
529 1 401	CMPTE TRE NUM PC BRESIL	-	-	1 868 826	-	- 1 868 826	-
529 1 402	CMPTE TRE NUM PC CANADA	-	-	1 544 330	-	- 1 544 330	-
529 1 403	CMPTE TRE NUM PC ETATS UNIS WASHIGT	-	-	710 952	-	- 710 952	-
529 1 404	CMPTE TRE NUM PC ETATSUNIS NEW YORK	-	-	2 558	-	- 2 558	-
531.1	NUMERAIRE CHEZ LES C.C.	2 835 917 666	-	2 871 759 248	-	- 35 841 582	-
531.2	NUMERAIRE CHEZ LES C.N.C.	1 089 369 627	-	1 089 369 627	-	-	-
531.8	NUMERAIRE-COMPTABLE A ETRANGER	369 785 327	-	-	-	369 785 327	-
581.2	MVT. DE FONDS ENTRE TG ET PGT	-	804 377 694 573	-	-	-	804 377 694 573
582	MVT.FDS ENTR CC ET CNC RATTACH	54 000 000	-	-	-	54 000 000	-
800	REPRISE CONTRE-PARTIES BE	-	5 350 280	58 902 249 297	-	- 58 902 249 297	5 350 280
90.02	DEPENSE DE PERSONNEL	456 878 667 215	-	-	-	456 878 667 215	-
90.03	DEPENSE DE FONCTIONNEMENT	554 527 165 379	-	-	-	554 527 165 379	-
90.04	DEPENSE EN CAPITAL	491 389 010 556	-	-	-	491 389 010 556	-
96.101	FONDS NATIONAL DES RETRAITES	-	44 620 544 692	-	29 497 199 166	-	15 123 345 526
96.102	FRAIS CONTROLE STE PART. PUB.	-	204 878 351	-	372 015 751	-	- 167 137 400
96.103	CAIS ENCRGT/PECH ET IND ANNEXE	-	1 272 412 225	-	2 362 326 730	-	- 1 089 914 505
96.104	FONDS LUTTE CONTRE INCE	-	182 973 196	-	349 801 247	-	- 166 828 051
96.507	PRETS AUX PARTICULIERS	-	17 692 346 796	-	17 059 351 720	-	632 995 076
96.605	AVANCES A 1 AN AUX COL.LOCALE	1 867 527 155	-	1 647 527 155	-	220 000 000	-
96.607	AVANCES A 1 AN A DIV ORGANISME	1 001 436 771	-	1 594 621 499	-	- 593 184 728	-

96.609	AVANCES A 1 AN AUX PARTICULIER	524 435 884	-	-	-	524 435 884	-
96.701	GARANTIES ET AVALS	1 686 625 220	-	-	-	1 686 625 220	-
TOTAL		12 694 522 230 235	12 305 463 629 457	9 836 708 560 414	9 447 649 959 636	2 857 813 669 821	2 857 813 669 821

Annexe n°2: Compte présentant un solde en balance de sortie 2012 et non répertorié en balance d'entrée 2013

COMPTE	LIBELLE	BALANCE DE SORTIE 2012		BALANCE D'ENTREE 2013		ECARTS	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
391.11.19	TRANSFERT DE RECETTES C.L./RGT	-	3 724 757 475	-	-	-	3 724 757 475
391.11.22	TRANSFERT DE RECETTES C.L. KOL	-	1 985 124 202	-	-	-	1 985 124 202
391.11.26	TRANSFERT DE RECETTES C.L. ZIG	-	1 383 911 068	-	-	-	1 383 911 068
391.11.32	TRANSFERT DE RECETTES C.L. DBL	-	1 361 800 431	-	-	-	1 361 800 431
391.11.40	TRANSFERT DE RECETTES C.L. S.L	-	2 718 485 996	-	-	-	2 718 485 996
391.11.53	TRANSFERT DE RECETTES C.L. TAM	-	1 773 394 980	-	-	-	1 773 394 980
391.11.61	TRANSFERT DE RECETTES C.L. FTK	-	1 249 899 931	-	-	-	1 249 899 931
391.11.65	TRANSFERT DE RECETTES C.L. KL	-	2 343 752 356	-	-	-	2 343 752 356
391.11.72	TRANSFERT DE RECETTES C.L. TH	-	2 270 110 539	-	-	-	2 270 110 539
391.11.80	TRANSFERT DE RECETTES C.L. LG	-	1 438 436 755	-	-	-	1 438 436 755
391.30.10	TRANSFERT DEPENSES A LA TG	-	1 593 501 332	-	-	-	1 593 501 332
391.30.61	TRANSFERT DEPENSES A FATICK	-	20 000 000	-	-	-	20 000 000
391.30.65	TRANSFERT DEPENSES A KAOLACK	-	29 236 200	-	-	-	29 236 200
391.30.90	TRANSFERT DEPENSES A LA PGT	-	33 341 137 712	-	-	-	33 341 137 712
391.31.10	TRANSFERT RECETTES A LA TG	-	479 472 042 539	-	-	-	479 472 042 539
391.31.19	TRANSFERT RECETTES A LA RGT	-	73 820 578 408	-	-	-	73 820 578 408
391.31.22	TRANSFERT RECETTES A KOLDA	-	1 253 889 539	-	-	-	1 253 889 539
391.31.26	TRANSFERT RECETTES A ZIGUINCHO	-	3 509 439 799	-	-	-	3 509 439 799
391.31.32	TRANSFERT RECETTES A DIOURBEL	-	3 972 831 702	-	-	-	3 972 831 702

391.31.40	TRANSFERT RECETTES A ST.LOUIS	-	12 428 591 290	-	-	-	12 428 591 290
391.31.53	TRANSFERT RECETTES A TAMBA	-	1 125 382 706	-	-	-	1 125 382 706
391.31.61	TRANSFERT RECETTES A FATICK	-	648 423 079	-	-	-	648 423 079
391.31.65	TRANSFERT RECETTES A KAOLACK	-	2 056 441 769	-	-	-	2 056 441 769
391.31.72	TRANSFERT RECETTES A THIES	-	6 191 357 263	-	-	-	6 191 357 263
391.31.80	TRANSFERT RECETTES A LOUGA	-	1 168 472 029	-	-	-	1 168 472 029
391.31.90	TRANSFERT RECETTES LA PGT	26 019 358 886	-	-	-	26 019 358 886	-
395.01	TRANSFERT BONS DE CAISSE	-	661 255 311	-	-	-	661 255 311
395.02	TRANSFERT BONS DE PENSION	-	11 499 890 781	-	-	-	11 499 890 781
395.04	TRANSF PENS ALIM/DELEG SOLDE	-	622 904 071	-	-	-	622 904 071
395.05	TRANSF FOND COMMUN/FOND EQUIPT	-	505 400	-	-	-	505 400
398.111	I.D- CREANCES SUR ANNEE CO	-	1 064 775 330	-	-	-	1 064 775 330
398.111.19.02	CREANCE ID.AC/CSF DK PLATEAU 2	-	4 136 200 817	-	-	-	4 136 200 817
398.111.19.26	CREANCES ID/AC / C.M.E	-	357 215 621	-	-	-	357 215 621
398.111.19.20	CREANCES ID.AC/ CSF NGOR ALMAD	-	2 752 478 097	-	-	-	2 752 478 097
398.111.19.18	CREANCES ID.AC/ C.G.E	-	21 248 042 267	-	-	-	21 248 042 267
398.111.19.14	CREANCES ID.AC/ CSF PARCELLES	-	1 493 856 455	-	-	-	1 493 856 455
398.111.19.13	CREANCE ID.AC/ CSF GRAND DAKAR	-	1 609 980 541	-	-	-	1 609 980 541
398.111.19.11	CREANCE ID.AC/ CSF PIK/GUEDIA	-	1 212 437 868	-	-	-	1 212 437 868
398.111.19.09	CREANCES ID.AC/ CSF RUFISQUE	-	156 667 139	-	-	-	156 667 139
398.111.19.08	CREANCES ID.AC/ CSF DK LIBERTE	-	2 887 462 162	-	-	-	2 887 462 162
398.111.19.04	CREANCE ID.AC/CSF DK PLATEAU 1	-	2 104 568 213	-	-	-	2 104 568 213
398.111.19.06	CREANCES ID.AC/ CSF MEDINA	-	486 786 592	-	-	-	486 786 592
398.111.19.05	CREANCE ID.AC/ PROFES. LIBERAL	-	2 453 306 825	-	-	-	2 453 306 825
400.11	DEPENSES PAYEES PAR OD-FONCTIO	-	16 676 256 397	-	-	-	16 676 256 397
400.21	DEPENSES PAYEES PAR OD-INVESTI	-	1 427 490 691	-	-	-	1 427 490 691
401.12	BONS DE CAISSE - SALAIRES	-	13 185 301 180	-	-	-	13 185 301 180
401.19	BONS DE CAIS DIVERS CREANCIERS	-	2 265 491 284	-	-	-	2 265 491 284
401.32	BONS DE CAISSE PENSIONS	-	1 384 502 446	-	-	-	1 384 502 446

402.11	VIREMENTS FOURNISSEURS	-	11 023 067 681	-	-	-	11 023 067 681
402.12	VIREMENTS SALAIRES	-	12 477 974 625	-	-	-	12 477 974 625
402.13.01	RET POUR COMPTE DE L'IPRES	-	847 227 312	-	-	-	847 227 312
402.21	VIREMENTS FOURNISSEURS	-	31 599 051 738	-	-	-	31 599 051 738
402.31	VIREMENTS FOURNISSEURS	-	62 515 539	-	-	-	62 515 539
402.32	VIREMENTS - PENSIONS	-	7 950 809 577	-	-	-	7 950 809 577
402.34	VIREMENTS - TRANSFERTS	-	258 100 559	-	-	-	258 100 559
403.9	CHEQ DESTINES AUTRE CREANCIER	-	191 016 950	-	-	-	191 016 950
407.11	PENSIONS ALIMENTAIRES	-	76 409 954	-	-	-	76 409 954
407.14	RET-PAIEMT SUITE SAISIE ARRET	-	175 929 700	-	-	-	175 929 700
407.3	PRECPTE TVA-MARCH ET FACTURES	-	350 038 814	-	-	-	350 038 814
407.500	RETENUE ASSURANCE-VIE	-	148 559 257	-	-	-	148 559 257
407.501	RETENU MUTUELS/PERSONNEL CIVIL	-	459 421 143	-	-	-	459 421 143
407.504	RETENUES DIVERSES	-	336 110 556	-	-	-	336 110 556
407.505	DELEGATION SOLDE-BONS CAISSE	-	926 123 381	-	-	-	926 123 381
407.506	DELEGATION SOLDE - VIREMENTS	-	3 507 927	-	-	-	3 507 927
407.507	RETENUE CERCLE ET MESS	-	114 440 792	-	-	-	114 440 792
407.9	AUTRES RETENUES OP DIVERSES	-	503 731 927	-	-	-	503 731 927
411.111	IMPOTS DIRECTS- ANNEE COURANTE	1 064 775 330	-	-	-	1 064 775 330	-
411.111.19.02	REDEVABLE ID.AC/ CSF DK PLAT 2	4 136 200 817	-	-	-	4 136 200 817	-
411.111.19.06	REDEVABLE ID.AC/ CSF MEDINA	486 786 592	-	-	-	486 786 592	-
411.111.19.08	REDEVABLE ID.AC/CSF DK LIBERTE	2 887 462 162	-	-	-	2 887 462 162	-
411.111.19.05	REDEVABLE ID.AC/PROF. LIBERALE	2 453 306 825	-	-	-	2 453 306 825	-
411.111.19.04	REDEVABLE ID.AC/ CSF DK PLAT 1	2 104 568 213	-	-	-	2 104 568 213	-
411.111.19.09	REDEVABLE ID.AC/ CSF RUFISQUE	156 667 139	-	-	-	156 667 139	-
411.111.19.13	REDEVABLE ID.AC/ CSF GRAND DAK	1 609 980 541	-	-	-	1 609 980 541	-
411.111.19.26	REDEVABLES ID/AC / C.M.E	357 215 621	-	-	-	357 215 621	-
411.111.19.20	REDEVABLE ID.AC/ CSF NGOR ALMA	2 752 478 097	-	-	-	2 752 478 097	-
411.111.19.18	REDEVABLE ID.AC/ C.G.E	21 248 042 267	-	-	-	21 248 042 267	-

411.111.19.14	REDEVABLE ID.AC/ CSF PARCELLES	1 493 856 455	-	-	-	1 493 856 455	-
411.111.19.11	REDEVABLE ID.AC/ CSF PIK/GUEDI	1 212 437 868	-	-	-	1 212 437 868	-
475.792.1	DGID-AM/PEN/TRANS/PERC R.T.I	19 093 072	-	-	-	19 093 072	-
475.792.2	AM/PEN/TRANS/PERC ENR ET TIMB.	223 181 704	-	-	-	223 181 704	-
514.1	ACPDC/ BANQ. EN MONNAIE LOCAL	4 823 882 867	-	-	-	4 823 882 867	-
514.2	ACPDC/ BANQUE EN DEVISE	1 742 167 971	-	-	-	1 742 167 971	-
531.8	NUMERAIRE-COMPTABLE A ETRANGER	369 785 327	-	-	-	369 785 327	-
581.2	MVT. DE FONDS ENTRE TG ET PGT	-	804 377 694 573	-	-	-	804 377 694 573
582	MVT.FDS ENTR CC ET CNC RATTACH	54 000 000	-	-	-	54 000 000	-
90.02	DEPENSE DE PERSONNEL	456 878 667 215	-	-	-	456 878 667 215	-
90.03	DEPENSE DE FONCTIONNEMENT	554 527 165 379	-	-	-	554 527 165 379	-
90.04	DEPENSE EN CAPITAL	491 389 010 556	-	-	-	491 389 010 556	-
96.609	AVANCES A 1 AN AUX PARTICULIER	524 435 884	-	-	-	524 435 884	-
96.701	GARANTIES ET AVALS	1 686 625 220	-	-	-	1 686 625 220	-
TOTAL		1 580 221 152 008	1 602 450 106 593	-	-	1 580 221 152 008	1 602 450 106 593

Annexe n°3: Compte présentant un solde en balance d'ouverture 2013 et non répertorié en balance de sortie 2012

COMPTE	LIBELLE	BALANCE DE SORTIE 2012		BALANCE D'ENTREE 2013		ECARTS	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
398.113.19.26	CREANCE ID.AA/CME	-	-	-	357 215 621	-	- 357 215 621
408.21	AVANCES TABASKI	-	-	-	593 184 728	-	- 593 184 728
409.9	AVANCE TRESORERIE/SAL-PENSION			524 435 884	-	- 524 435 884	-
411.113.19.26	REDEVABLE ID.AA/CME			357 215 621	-	- 357 215 621	-
470.112.1	DETTE INTERIEURE-INTERETS	-	-	67 023 682 176	-	- 67 023 682 176	-
529 1 101	CMPT TRES NUM PC ALGERIE AFR SUD	-	-	3 374 392	-	- 3 374 392	-
529 1 102	CMPT TRES NUM PC ALGERIE	-	-	5 621 476	-	- 5 621 476	-

529 1 103	CMPT TRES NUM PC BURKINA FASSO	-	-	100 793	-	-	100 793	-
529 1 104	CMPT TRES NUM PC CAPVERT	-	-	4 406 320	-	-	4 406 320	-
529 1 105	CMPT TRES NUM PC CONGO	-	-	1 635 560	-	-	1 635 560	-
529 1 106	CMPT TRES NUM PC COTE D IVOIRE	-	-	7 534 905	-	-	7 534 905	-
529 1 107	CMPT TRES NUM PC EGYPTE	-	-	2 049 430	-	-	2 049 430	-
529 1 108	CMPT TRES NUM PC ETHIOPIE	-	-	12 163 582	-	-	12 163 582	-
529 1 109	CMPT TRES NUM PC GABON	-	-	3 475 000	-	-	3 475 000	-
529 1 110	CMPT TRES NUM PC GAMBIE	-	-	1 652 189	-	-	1 652 189	-
529 1 111	CMPT TRES NUM PC GHANA	-	-	6 233 882	-	-	6 233 882	-
529 1 111	CMPT TRES NUM PC GUINEE	-	-	618 570	-	-	618 570	-
529 1 113	CMPT TRES NUM PC GUINEE BISEAU	-	-	55 540	-	-	55 540	-
529 1 114	CMPT TRES NUM PC KENYA	-	-	512 803	-	-	512 803	-
529 1 115	CMPT TRES NUM PC LYBIE	-	-	2 754 505	-	-	2 754 505	-
529 1 116	CMPT TRES NUM PC MALI	-	-	799 361	-	-	799 361	-
529 1 117	CMPT TRES NUM PC MAROC	-	-	3 402 132	-	-	3 402 132	-
529 1 118	CMPT TRES NUM PC MAURITANIE	-	-	1 312 894	-	-	1 312 894	-
529 1 119	CMPT TRES NUM PC NIGERIA	-	-	3 759 540	-	-	3 759 540	-
529 1 120	CMPT TRES NUM PC TOGO	-	-	173	-	-	173	-
529 1 121	CMPT TRES NUM PC TUNISIE	-	-	773 414	-	-	773 414	-
529 1 122	CMPT TRES NUM PC ZAMBIE	-	-	1 080 633	-	-	1 080 633	-
529 1 123	CMPT TRES NUM PC CAMEROUN	-	-	5 814 301	-	-	5 814 301	-
529 1 201	CMPT TRES NUM PC ALLEMAGNE	-	-	6 413 823	-	-	6 413 823	-
529 1 202	CMPT TRES NUM PC ANGLETERRE	-	-	107 062	-	-	107 062	-
529 1 203	CMPT TRES NUM PC BELGIQUE	-	-	2 998 569	-	-	2 998 569	-
529 1 204	CMPT TRES NUM PC ESPAGNE	-	-	2 257 870	-	-	2 257 870	-
529 1 205	CMPT TRES NUM PC FRANCE' PARIS	-	-	2 922 990	-	-	2 922 990	-
529 1 206	CMPT TRES NUM PC FRANCE CONS GE	-	-	10 243 890	-	-	10 243 890	-
529 1 207	CMPT TRES NUM PC ITALIE	-	-	104 605 553	-	-	104 605 553	-
529 1 208	CMPT TRES NUM PC PORTUGAL	-	-	4 322 684	-	-	4 322 684	-

529 1 209	CMPTE TRE NUM PC RUSSIE	-	-	9 984 210	-	-	9 984 210	-
529 1 210	CMPTE TRE NUM PC SUISSE	-	-	1 158 577	-	-	1 158 577	-
529 1 211	CMPTE TRE NUM PC PAYS BAS	-	-	3 690 676	-	-	3 690 676	-
529 1 301	CMPTE TRE NUM PC ARABIE SAOUD RIA	-	-	1 356 922	-	-	1 356 922	-
529 1 302	CMPTE TRE NUM PC ARABE SAOUIDE DJIDA	-	-	729 546	-	-	729 546	-
529 1 303	CMPTE TRE NUM PC CHINE	-	-	1 179 239	-	-	1 179 239	-
529 1 304	CMPTE TRE NUM PC COREE DU SUD	-	-	40 048 103	-	-	40 048 103	-
529 1 305	CMPTE TRE NUM PC EMIRAT ARAB UNIES	-	-	23 459 327	-	-	23 459 327	-
529 1 306	CMPTE TRE NUM PC INDE	-	-	70 038	-	-	70 038	-
529 1 307	CMPTE TRE NUM PC JAPON	-	-	1 257 773	-	-	1 257 773	-
529 1 308	CMPTE TRE NUM PC KOWEIT	-	-	642 687	-	-	642 687	-
529 1 309	CMPTE TRE NUM PC MALAISIE	-	-	1 525 272	-	-	1 525 272	-
529 1 310	CMPTE TRE NUM PC QATAR	-	-	931 778	-	-	931 778	-
529 1 311	CMPTE TRE NUM PC TURQUIE	-	-	720 653	-	-	720 653	-
529 1 401	CMPTE TRE NUM PC BRESIL	-	-	1 868 826	-	-	1 868 826	-
529 1 402	CMPTE TRE NUM PC CANADA	-	-	1 544 330	-	-	1 544 330	-
529 1 403	CMPTE TRE NUM PC ETATS UNIS WASHIGT	-	-	710 952	-	-	710 952	-
529 1 404	CMPTE TRE NUM PC ETATSUNIS NEW YORK	-	-	2 558	-	-	2 558	-
TOTAL		-	-	68 199 218 984	950 400 349	-	68 199 218 984	- 950 400 349

Annexe n° 4 : Récapitulatif des opérations budgétaires retracées dans le CGAF

En francs

Comptes	Libellés	Montant
BUDGET GENERAL		
91	Total Recettes	2 041 066 335 239
90.01	Dette Publique	362 826 480 663
90.02	Dépenses de personnel	460 936 810 031
90.03	Dépenses de matériel	654 606 130 643
90.04	Dépenses d'Investissement	477 580 189 087
90	Total Dépenses	1 955 949 610 424
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		
96.101 à 96.607	Recettes	71 315 863 841
	Dépenses	85 686 584 109

Source : CGAF 2013

Annexe n° 5 : Récapitulatif des opérations budgétaires des comptes principaux de l'Etat

En F CFA

Comptes	Libellés	POSTES COMPTABLES						
		Trésorerie Générale	RGT	PGT	TPR Ziguinchor	TPR Saint-Louis	TPR Fatick	TPE
BUDGET GENERAL								
91	Recettes générales	0	2 000 444 656 127	0	2 385 823 639	7 334 748 270	1 948 672 065	0
90.01	Dette Publique	362 826 480 663	0	0	0	0	0	0
90.02	Dépenses de personnel	0	0	460 936 810 031	0	0	0	0
90.03 - 90.04	Dépenses de matériel et transferts courants	0	0	509 838 360 673	9 412 345 563	18 464 235 852	10 202 464 012	35 842 448 081
90.05 - 90.06	Dépenses d'Investissement et transferts en capital	0	0	476 371 440 553	0	0	0	1 208 748 534
CST								
96.101 à 96.607	Recettes	0	0	71 315 840 631	0	0	0	0
	Dépenses	0	0	85 686 584 109	0	0	0	0

Comptes	Libellés	POSTES COMPTABLES					
		TPR Diourbel	TPR Louga	TPR Kaolack	TPR Thiès	TPR Kolda	TPR Tambacounda
BUDGET GENERAL							
91	Recettes générales	1 984 927 540	1 507 228 545	3 920 258 605	14 688 620 039	2 202 501 924	4 648 898 485
90.01	Dette Publique	-	-	-	-	-	-
90.02	Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-
90.03 - 90.04	Dépenses de matériel et transferts courants	7 423 666 415	8 076 071 499	15 791 166 472	15 885 440 328	13 829 732 903	9 840 198 845
90.05 - 90.06	Dépenses d'Investissement et transferts en capital	-	-	-	-	-	-

Source : CGAF, Comptes des comptes principaux de l'Etat

Annexe n° 6 : Soldes budgétaires CGAF/Comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat*En F CFA*

Intitulés	CGAF	Comptes de gestion	Différences
BUDGET GENERAL			
Recettes (A)	2 041 066 335 239	2 041 066 335 239	-
Dépenses (B)	1 955 949 610 424	1 955 949 610 424	-
Solde (C) = (A) - (B)	85 116 724 815	85 116 724 815	-
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
Recettes (D)	71 315 863 841	71 315 863 841	-
Dépenses (E)	85 686 584 109	85 686 584 109	-
Solde (F) = (D) - (E)	-14 370 720 268	-14 370 720 268	-
Solde global = (C) + (F)	70 746 004 547	70 746 004 547	-